



Philippe  
**POUTOU 2012**  
candidat anticapitaliste



**aux capitalistes de payer leurs crises !**

Montreuil, le 30 mars 2012

## Réponses à Human Rights Watch

### I Questions concernant la France

#### 1- Relations police/jeunes dans les quartiers défavorisés – Problèmes posés par les contrôles d'identité abusifs

*Mettez-vous en place un système obligeant la police à remettre une attestation écrite pour chaque contrôle d'identité effectué, indiquant notamment les raisons motivant le contrôle ?*

L'idée que la police soit obligée de justifier, par écrit, des motivations exactes de chaque contrôle d'identité est évidemment séduisante et nous ne regretterions pas qu'un tel système soit mis en place.

Mais pour nous l'essentiel est ailleurs. Les contrôles policiers sont un véritable harcèlement pour les jeunes, notamment les enfants d'immigrés. Les dispositifs sécuritaires pénètrent jusque dans les établissements scolaires, avec la vidéo-surveillance, les portiques de sécurité, les « policiers référents ».

Le harcèlement policier, les contrôles au faciès et les politiques ultra-sécuritaires doivent cesser. Nous sommes favorables à la dissolution des BAC et au désarmement généralisé des forces de police, ainsi qu'à l'abrogation de la LSI et des LOPPSI.

Ce dont les jeunes ont besoin aujourd'hui, notamment dans les quartiers populaires, c'est d'un service public d'éducation de qualité, de lieux de vie, de logements décents, d'éducateurs, d'emplois... pas de la police.

#### 2- Droits des femmes

*Ratifierez-vous la Convention du Conseil de l'Europe sur « la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique » afin d'appliquer ses dispositions en France ?*

La ratification de cette convention est un premier pas dans la lutte contre les violences faites aux femmes, mais il est malheureusement insuffisant. Pour lutter contre les violences faites aux femmes, le minimum serait :

Une véritable politique de lutte contre les discriminations et l'idéologie sexiste avec notamment des cours d'éducation à la sexualité dans les collèges et lycées qui prennent en compte la diversité des pratiques, des sexualités et des identités.

Une véritable loi-cadre contre les violences faites aux femmes avec les moyens nécessaires à la prévention, à l'éducation.

### **3- Les Roms en France**

*Quelle politique avez-vous l'intention de promouvoir afin de garantir le plein respect des droits à la libre circulation et la non-discrimination des Roms d'Europe centrale ?*

Nous sommes favorables à un arrêt immédiat de toutes les expulsions et, au-delà, une liberté totale de circulation et d'installation. La LSI et la LOPPSI doivent être abrogées, le harcèlement policier doit cesser contre les communautés Roms, et celles-ci doivent bénéficier d'un accès à la santé et à la scolarisation sans conditions. Nous exigeons en outre le libre accès au travail, avec la fin de la période transitoire en Union européenne pour la Roumanie et la Bulgarie. Nous ajoutons que les discriminations contre les Roms français itinérants (carnets/livrets de circulation, inscription sur les listes électorales, etc) doivent elles aussi cesser.

## **II. Diplomatie et droits de l'Homme**

### **4- Syrie / Conséquences du « Printemps Arabe »**

*Etes-vous d'accord pour maintenir une forte pression sur la Russie et la Chine afin que ces pays soutiennent une résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies dénonçant les violations des droits de l'Homme commises par les autorités syriennes ?*

Nous sommes bien évidemment révoltés par la répression sanglante conduite par le régime de Bashar al-Assad. A l'ONU les pouvoirs chinois et russe, qui ont gagné leurs galons oppresseurs au Tibet, au Xinjiang ou en Tchétchénie, ont pris des positions qui encouragent directement le régime syrien dans sa fuite en avant meurtrière.

Parce que le passé nous a hélas appris que toutes les grandes puissances, quoi qu'elles en prétendent, servent leurs intérêts immédiats au détriment des peuples, nous ne pouvons en aucun cas nous fier aux autres manœuvres étatiques en cours, menées par une monarchie d'Arabie Saoudite absolutiste et qui concourt à la répression actuelle au Bahrein, par le pouvoir Turc qui écrase les Kurdes, par les pouvoirs des USA, de Grande Bretagne ou de France qui ont fait la preuve de leur « efficacité » en Irak ou en Afghanistan et qui abandonnent le peuple palestinien à la colonisation israélienne.

Il faut, par la construction d'une mobilisation populaire internationale, exiger le départ des dirigeants syriens, tout en refusant toute intervention militaire impérialiste au Moyen-Orient, qui serait une nouvelle catastrophe.

### **5- Afghanistan**

*Quelle stratégie mettrez-vous en place afin de promouvoir une évolution de l'Afghanistan vers un État de droit et le respect des droits des femmes ?*

Nous pensons que tant que l'occupation de l'Afghanistan se poursuivra, aucun progrès substantiel et durable ne pourra être accompli, qu'il s'agisse de la construction d'un régime afghan réellement démocratique et légitime ou de l'amélioration de la condition des femmes.

Notre première exigence est donc le retrait des troupes d'occupation, condition préalable pour que les Afghans puissent décider eux-mêmes de leur avenir et que chaque Afghan puisse trouver sa place autour d'un projet commun.

Cela ne signifie pas que, dans l'immédiat, nous n'exprimons pas notre solidarité avec les femmes afghanes. Mais leur cause a été suffisamment instrumentalisée, en 2001, pour justifier une intervention militaire occidentale, pour qu'elle ne serve pas aujourd'hui de prétexte au maintien des troupes d'occupation et du régime Karzaï qui leur est inféodé.

## **6- Lutte contre l'impunité – les cas de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, de la République Démocratique du Congo**

*Demanderez-vous aux autorités ivoiriennes, guinéennes et congolaises (RDC) de poursuivre de manière impartiale les individus qui, au cours des régimes antérieurs et actuels, ont été impliqués dans des crimes graves (crimes contre l'humanité, crimes de guerre) ?*

Nous souhaitons bien évidemment que tous les individus impliqués dans des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre rendent des comptes, qu'ils soient de nationalité ivoirienne, guinéenne, congolaise, mais aussi états-unienne, israélienne, française ou britannique. Nous refusons le deux poids deux mesures caractéristique de la justice internationale.

## **7- Chine**

*Demanderez-vous publiquement et personnellement la libération immédiate de Liu Xiaobo, Prix Nobel de la Paix 2010, ainsi que celles des autres signataires de la Charte 08 ?*

Nous sommes favorables à la libération de l'ensemble des prisonniers politiques chinois, de même que nous sommes favorables à la libération de l'ensemble des prisonniers politiques à travers le monde, qu'ils soient, par exemple, palestiniens, marocains ou bahreïnais.

## **8- Russie**

*Demanderez-vous publiquement et personnellement aux autorités russes de respecter les droits humains, en particulier dans les Républiques du Caucase du Nord, dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques de Sotchi ?*

Tous les gouvernements, y compris la Russie, doivent respecter les droits humains. Dans le cas russe, le plus révoltant est sans doute l'hypocrisie occidentale et notamment de l'Union européenne, qui se refuse à critiquer ouvertement le régime de Poutine au nom d'intérêts économiques, notamment énergétiques.

## **9- Etats-Unis / Lutte contre l'impunité pour les crimes graves**

*Défendez-vous l'importance de la lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves, quelle que soit la nationalité des individus ayant commis ces crimes, comme par exemple, dans le cadre de procédures judiciaires lancées par la France au titre de la compétence universelle par rapport au camp de Guantanamo ?*

Aucun crime grave ne doit demeurer impuni. Tout le problème est de savoir au nom de quoi, et par qui, les criminels sont jugés. Des représentants d'Etats ayant commis, ou commettant des crimes graves demeurés impunis, sont probablement les moins bien placés pour prétendre rendre la justice. Nous tenons à ajouter que nous nous prononçons pour la fermeture immédiate du camp de Guantanamo et pour la fin de toutes les procédures extra-judiciaires, qu'elles soient menées par les Etats-Unis ou par d'autres.

## **10- Orientation sexuelle et identité de genre**

*Dénoncez-vous publiquement les lois et politiques de pays qui continuent de pénaliser l'homosexualité, en particulier ceux qui appliquent encore la peine de mort pour sanctionner l'homosexualité ?*

Nous avons toujours dénoncé la pénalisation et la criminalisation de l'homosexualité et nous continuerons de le faire. Mais nous estimons que cette dénonciation n'a de sens et de réelle légitimité que si elle vient de celles et ceux qui se battent, en France, contre l'ensemble des discriminations sont victimes les homosexuel-le-s. Ceux qui refusent d'accorder, en France, les droits égaux aux homosexuel-le-s, et de lutter frontalement contre toute forme d'homophobie (y compris de la part de membres de leur propre parti), sont mal placés pour donner des leçons aux autres États.

Salutations militantes ,

L'équipe de campagne de **Philippe POUTOU**

[www.poutou2012.org](http://www.poutou2012.org) – [contact@poutou2012.org](mailto:contact@poutou2012.org)

2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil